

LA DÉCROISSANCE : UNE UTOPIE ?

Olivia Montel

Économiste, ancienne rédactrice en chef de *Problèmes économiques* (hors-série)

À partir des années 1970, la gravité des atteintes environnementales a conduit des économistes à s'interroger sur les bienfaits de la croissance et la possibilité même de sa poursuite. Trois « positions » peuvent être distinguées : la croissance vue comme une solution aux problèmes d'environnement, le capital technique remplaçant le capital naturel ; la prise en compte du respect de la nature dans les processus de croissance ; la condamnation de celle-ci. Pour les tenants de cette dernière position, la croissance n'est pas soutenable dans notre monde fini mais, productrice d'inégalités, de frustrations et d'aliénations, elle n'est pas non plus souhaitable. Olivia Montel explique que, sans adhérer à cette critique radicale du développement, un certain nombre d'économistes insistent sur les méfaits sociaux de la croissance, sur la non-corrélation entre bien-être et PIB, et prônent l'établissement d'indicateurs alternatifs de richesse et la transition vers une économie post-croissance

C. F.

Bien que les préoccupations environnementales soient omniprésentes dans les programmes politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite, la voie de la décroissance n'y a encore jamais été défendue ni même débattue de manière rationnelle. Au mieux est-elle prudemment évoquée comme un mot dont il faudrait cesser d'avoir peur.

La décroissance a cette propriété étonnante d'être présentée tantôt comme une idéologie extrémiste et rétrograde, tantôt comme la seule solution raisonnable pour l'avenir, compte tenu de l'épuisement des ressources naturelles et de la menace du réchauffement climatique. Renvoyées dos à dos, caricatures à l'appui, ces deux positions – qui conduisent à se demander ce qui, de la croissance ou de la décroissance, relève le plus de l'utopie –, court-circuitent une réflexion dont on peut difficilement faire l'économie.

La corrélation positive forte entre le niveau de PIB par habitant et l'empreinte écologique (voir graphique 1), les rapports successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et le ralentissement durable de la croissance dans les économies avancées sont en

effet autant d'éléments qui posent la question de la soutenabilité à long terme de la croissance économique et devraient créer des conditions favorables à un débat politique et citoyen autour du concept de décroissance.

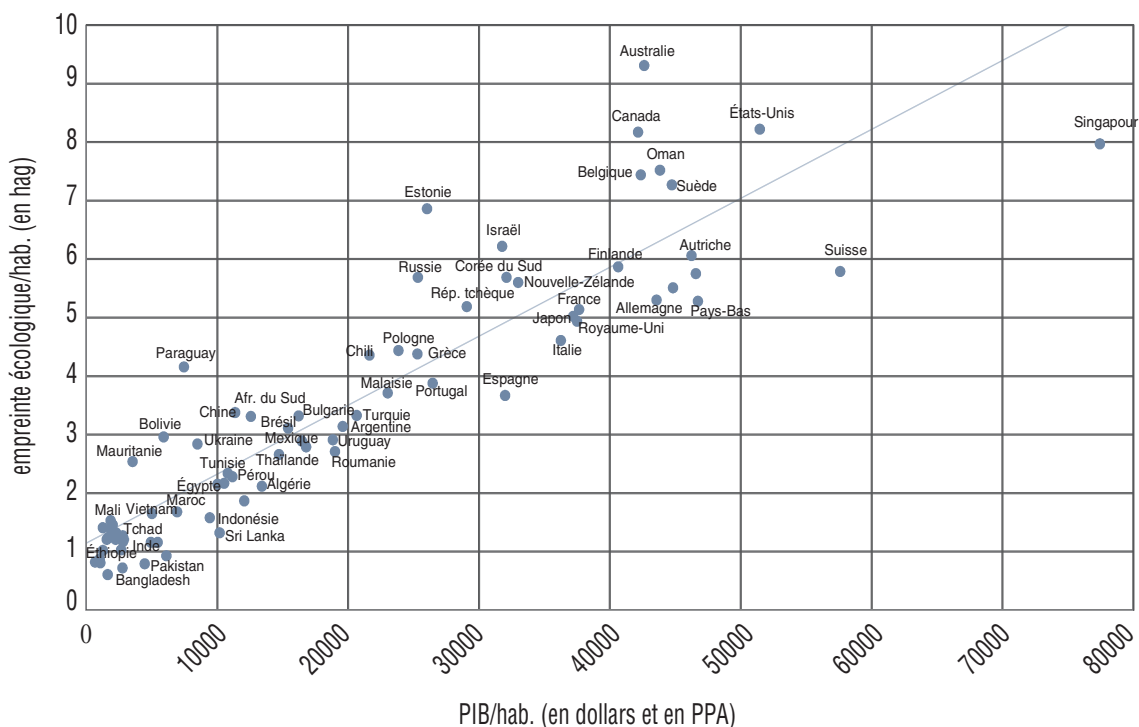
Afin de dépasser les représentations péremptives de la décroissance, il convient de retracer l'historique du courant, de clarifier le contenu du concept et d'analyser sa portée et ses limites.

Origines de la décroissance

La question des limites physiques à la croissance économique est déjà présente chez les économistes classiques anglais contemporains de la révolution industrielle. Dès le début du XIX^e siècle, Malthus fondait ses recommandations démographiques sur l'idée que la fertilité de la terre limite la croissance des ressources à un rythme inférieur à celui de la population. Il prévoyait également une insuffisance structurelle de la demande.

Ricardo, dans le prolongement de son prédécesseur, s'inquiétait de ce que les rendements décroissants de la terre fassent converger les écono-

Graphique 1. PIB par habitant et empreinte écologique par habitant dans le monde



Note : L'empreinte écologique – exprimée en hectares globaux (hag), c'est-à-dire en hectares ayant une productivité moyenne – mesure la surface nécessaire à une population donnée pour produire ses ressources et absorber ses déchets. C'est un indicateur de pression humaine sur l'environnement et les ressources naturelles.

Source : Banque mondiale et Global Footprint Network (données 2010).

mies vers un état stationnaire. Quelques décennies plus tard, l'économiste Stanley Jevons mettait en garde contre l'épuisement des ressources en charbon.

Par la suite, l'essor des paradigmes néoclassiques et keynésiens ont accordé peu de place à l'environnement et aux ressources naturelles, bien que des courants minoritaires aient continué à s'y intéresser.

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que la réflexion sur les impacts délétères de la croissance sur l'environnement s'étoffe, avec la prise de conscience des dégâts écologiques des Trente Glorieuses. Elle s'exprime notamment lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (Stockholm, 1972) – dans la foulée de laquelle est créé le Programme des Nations unies

pour l'environnement (PNUE). Publié la même année, le rapport Meadows⁽¹⁾ met en garde contre l'épuisement rapide des ressources naturelles essentielles à la croissance et recommande une « croissance zéro ». Le rapport Meadows interroge à la fois les modèles de croissance des macro-économistes – peut-on poursuivre indéfiniment une trajectoire de croissance ? – et les théories du développement – les pays en développement peuvent-ils continuer à s'engager sur la même voie que les pays développés ?

(1) Meadows D., Meadows D., Randers J. et Behrens W.W. (1972), *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites à la croissance*, rapport au Club de Rome.

Schématiquement, trois « positions » émergent (Vivien, 2004) :

- la première émane d'économistes issus de la mouvance néoclassique. Leur réponse consiste à enrichir les modèles de croissance en y ajoutant l'environnement comme forme particulière de capital. L'idée générale est que la croissance est durable dans la mesure où le stock de capital (connaissances, technologie, compétences, capital physique, environnement et ressources naturelles) est préservé au cours du temps. L'hypothèse fondamentale de ces modèles est que les formes de capital sont substituables. Il est donc possible de remplacer du capital naturel par du capital technique. Dès lors, la croissance, loin d'être un problème, se révèle même être une solution aux problèmes d'environnement ;

- d'autres économistes, davantage influencés par l'écologie, s'orientent vers la recherche d'un cadre institutionnel permettant de poursuivre la croissance en respectant les limites de la nature, modélisées *via* l'hypothèse de non-substituabilité de certains capitaux naturels ;

- une dernière position consiste à considérer la poursuite de la croissance comme impossible et non souhaitable au vu des dégâts écologiques, sociaux et humains qui lui sont associés. Elle regroupe des personnalités issues d'horizons différents. On y trouve des économistes sceptiques sur la possibilité d'une croissance infinie dans un monde fini, des penseurs critiques du développement reprenant l'héritage des théories de l'échange inégal développées par Arghiri Emmanuel et Samir Amin et les travaux anthropologiques de Marshall Sahlins, des marxistes hétérodoxes critiques de la société de consommation et des rapports salariaux (André Gorz).

Les deux premières positions correspondent aux deux branches principales de l'économie de l'environnement qui se développent à la fin des années 1970. D'un côté, l'*économie de l'environnement standard*, confiante dans le progrès technique et soucieuse d'internaliser les externalités environnementales *via* des instruments de politique publique incitatifs respectant au mieux les mécanismes de marché (écotaxes, marchés de droits à polluer) ; de l'autre, l'*économie écologique*, plus favorable aux normes environnementales car elles permettent de préserver certaines ressources

environnementales en deçà de seuils critiques. L'économie de l'environnement standard, tout comme l'économie écologique, acceptent le concept de « développement durable », mais la première dans une version « faible » et la seconde dans une version « forte »⁽²⁾. La troisième position constitue la racine du courant actuel de la décroissance.

Dès le départ, ce dernier courant mêle des préoccupations écologiques – le souci de l'impact environnemental de la croissance – et une critique du développement, de la société de consommation et du capitalisme. Il s'institutionnalise d'ailleurs dans les années 1990 avec la rencontre de militants écologistes critiques vis-à-vis de la société de consommation, mettant l'accent sur le rôle joué par la publicité (Casseurs de Pub), et de théoriciens critiques du développement (Serge Latouche, François Partant).

Le noyau dur de la décroissance : un rejet radical du développement

Les arguments de la décroissance

Le cœur de la décroissance repose sur les arguments suivants : une croissance infinie n'est pas soutenable dans un monde fini ; même si la croissance était soutenable à long terme, il faudrait l'abandonner car elle n'est pas souhaitable.

Sur le **premier point**, les penseurs de la décroissance mobilisent la théorie de l'entropie⁽³⁾, sur laquelle s'est appuyé l'économiste et mathématicien Nicholas Georgescu-Roegen pour conclure à l'incapacité de croître indéfiniment dans un monde fini. Les économistes, selon N. Georgescu-Roegen, ont oublié dans leurs modèles de prendre en compte les limites de la biosphère. Ils ont en particulier

(2) L'économie de l'environnement reconnaît deux conceptions majoritaires du développement durable : la « soutenabilité faible » qui correspond à l'hypothèse de substituabilité des différentes formes de capitaux et la « soutenabilité forte » qui reconnaît la non-substituabilité de certains capitaux naturels et la nécessité de préserver des seuils critiques.

(3) Principe relevant initialement de la thermodynamique selon lequel, dans un système fermé (qui n'échange ni matière, ni énergie avec l'extérieur), aucune transformation d'énergie ne se fait sans une dégradation de l'énergie disponible (processus inéluctable). Georgescu-Roegen, introduisant ce principe dans l'économie, considère que la production humaine, qui n'est qu'un processus de transformation de matières, induit une dégradation irréversible des matières.

négligé le fait que rien ne se crée *ex nihilo* : la production induit une dégradation inéluctable des matières utilisées.

Ils réfutent également la théorie du « découplage » selon laquelle, au-delà d'un certain niveau de richesse, le progrès technique permettrait de réduire les pressions exercées sur l'environnement⁽⁴⁾. Certes, le progrès technique permet de diminuer le capital naturel requis par unité produite, mais cet effet est toujours plus que compensé par une augmentation des quantités. Ainsi, l'internet a permis de réduire la consommation de papier pour un volume d'informations échangées donné, mais il a démultiplié l'accès à l'information, poussant *in fine* la consommation de papier à la hausse. Ce phénomène, connu sous le nom d'« effet rebond », est intrinsèque à ce que les décroissants appellent la « société de croissance ». Lorsque l'organisation économique, les comportements et les mentalités sont orientés vers la recherche de la croissance économique, toute « économie » (au sens propre) dans le processus de production est l'occasion d'accroître les quantités. Ainsi, l'économie de temps permise par des transports performants accroît les distances parcourues ; les gains de productivité sont bien davantage utilisés à augmenter la production qu'à diminuer le temps de travail. Seul un changement radical de mentalités, orientant les comportements individuels et collectifs vers l'économie et la sobriété plutôt que vers le « toujours plus » serait compatible avec le respect de l'environnement. Le développement durable serait alors un non-sens, un « oxymore » selon les termes de Serge Latouche, figure centrale de la décroissance.

C'est toutefois sur le **second point** que les penseurs de la décroissance insistent le plus, avec une critique étayée et multidimensionnelle de la croissance. Leur analyse consiste notamment à démonter l'argument selon lequel la croissance économique serait l'unique moyen de lutter contre

la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. Loin de répondre au problème de la pauvreté, elle l'entreferait, dans la mesure où elle repose sur une dynamique de création infinie de nouveaux besoins.

Le besoin collectif de produire toujours plus et l'aspiration individuelle à s'enrichir alimenteraient en outre l'aliénation au travail, la frustration, les inégalités, les tensions sociales, les « maladies modernes » (stress, embouteillages, manque de temps...). Sur ce point, les décroissants reprennent les théories sur la contre-productivité et l'aliénation de la technique développées en France dans les années 1960 et 1970 par Ivan Illich, Jacques Ellul ou encore André Gorz⁽⁵⁾. La croissance économique irait jusqu'à détruire le lien social et la convivialité en substituant à des relations de proximité souvent non marchandes des rapports marchands anonymes. L'importance accordée par les politiques et les économistes à l'évolution du produit intérieur brut (PIB), un indicateur qui comptabilise sans distinction l'ensemble de ce qui est produit, y compris pour réparer les dégâts environnementaux et sociaux d'autres productions, serait le symptôme le plus aigu de la « religion de la croissance ».

La prise de conscience collective des problèmes environnementaux est bien le point de départ du courant de la décroissance, qui s'est fédéré autour du rejet du « développement durable ». Mais l'argument écologiste n'est qu'un argument supplémentaire, non nécessaire à la conclusion : l'idée fondamentale qui réunit la plupart des « décroissants » est qu'il faudrait renoncer à la croissance économique, même si elle était possible, parce que c'est souhaitable pour les sociétés humaines, quelles qu'elles soient. Les décroissants rejettent également l'idée que le développement pourrait constituer une forme de progrès social distinct de la croissance : aucun pays ne s'est développé sans croissance économique. Le cœur du courant de la décroissance est ainsi constitué de personnalités hostiles à toute notion de « développement » – terme ne servant qu'à nommer de manière plus acceptable la croissance – et faisant l'éloge de la sobriété, de la simplicité, du renoncement au superflu.

(4) En matière de pollution, cette théorie s'appuie sur la courbe dite « courbe environnementale de Kuznets » (par analogie avec la courbe de Kuznets concernant les inégalités), selon laquelle la relation entre le PIB par habitant et la pollution suivrait une courbe en U inversé. Cette relation n'a été validée empiriquement que pour quelques pollutions particulières. Par ailleurs, pour interpréter correctement ce type de corrélation, il faudrait prendre en compte la délocalisation de la pollution des pays riches vers les pays pauvres. Voir Montel-Dumont O. (2007), « L'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets », *Cahiers français*, n° 337, Paris, La Documentation française, encadré p. 9.

(5) La dénonciation de la spirale de création des besoins a été également développée du côté des économistes (par J.K. Galbraith notamment).

Portée et limites des arguments de la décroissance

La radicalité de cette position explique en grande partie la marginalité du courant de la décroissance dans le débat public et le peu de soutiens dont il bénéficie ouvertement, y compris dans des milieux écologistes critiques vis-à-vis du productivisme. Son analyse de l'impact de la croissance sur la convivialité et le lien social suscite beaucoup de scepticisme. Même si on laisse de côté la difficulté à analyser ce point de manière scientifique et rigoureuse, on peut dénoncer une idéalisation de la convivialité et du bien-être des sociétés traditionnelles, et notamment des bienfaits des solidarités de proximité. Plus humaines en apparence, ces solidarités sont aussi moins universelles, moins protectrices vis-à-vis des plus fragiles et peu compatibles avec les libertés individuelles.

Une autre critique fréquemment adressée aux décroissants est leur manque de réalisme quant à la nécessité de la croissance : comment l'arrêter alors que son moindre ralentissement a des effets néfastes immédiats sur le chômage et le financement des dépenses publiques, pénalisant en premier lieu les plus pauvres ?

Sur ce point, les décroissants ont parfaitement conscience qu'on ne peut pas stopper brutalement la croissance dans une société dont elle constitue le carburant. Ils ne prônent pas, comme l'affirment ceux qui les caricaturent, la récession programmée du PIB mais un changement radical et global de société. La nécessité de la croissance dans le système économique actuel – qui peut être considéré à ce titre comme une sorte de « machine infernale » – est justement l'un des points-clefs de leur critique.

La décroissance ne peut être viable que dans un système économique qui serait « désintoxiqué » de la croissance et fonctionnerait selon une autre mécanique. Il s'agirait donc, dans un premier temps, de le « réencaster » – selon la terminologie de Karl Polanyi – dans le social et de le réorganiser entièrement selon huit mots d'ordre, les « huit R » (Latouche, 2006) : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler.



Sortir de la société de croissance commande également de remettre en cause le système du crédit, qui en est l'institution fondamentale puisqu'il suppose de produire plus que l'année précédente pour pouvoir rembourser les dettes contractées.

Le « halo » du courant de la décroissance : penser une prospérité dans un monde sans croissance

Autour du noyau dur de la décroissance gravitent des personnalités qui sont favorables à la remise en question de la croissance du PIB comme objectif prioritaire des politiques économiques, mais n'adhèrent pas à sa critique radicale du développement. Bien qu'elles ne forment pas de courant politique ni économique, on peut considérer qu'elles proposent une sorte de version « faible » de la décroissance.

La fin de la croissance comme opportunité

Leurs analyses convergent autour de l'idée qu'il faut prendre acte de la fin de la croissance économique dans les pays riches et adapter notre système économique à cette réalité. Le développement n'est pas remis en question pour les pays les plus pauvres et la croissance n'est pas considérée comme intrinsèquement néfaste. C'est la recherche à tout prix d'une croissance introuvable et de moins en moins productrice de bien-être dans des sociétés riches qui est contestée. Ce halo est constitué de

personnalités qui défendent la décroissance dans le sens d'un abandon de la croissance du PIB par habitant comme objectif principal des économies avancées. Le terme est toutefois employé prudemment afin d'éviter toute assimilation au noyau dur de la décroissance dont les positions les plus radicales ne sont pas partagées.

Plusieurs constats et analyses nourrissent cette position consistant à envisager à long terme un système économique sans croissance. Tout d'abord, l'examen des tendances économiques longues, qui tendent à montrer un épuisement de la croissance dans les pays riches. Les Trente Glorieuses, qui restent une référence dans notre imaginaire collectif, apparaissent comme une parenthèse historique. Ensuite, le paradoxe d'Easterlin (1974)⁽⁶⁾ montre que, au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant, la corrélation entre le PIB par habitant et le bien-être subjectif⁽⁷⁾ serait faible voire inexistante. Richard Easterlin constatait que, au sein d'un même pays, les plus riches se déclarent en moyenne plus heureux, mais que le pourcentage de personnes satisfaites de leur vie varie peu dans le temps malgré un enrichissement général⁽⁸⁾. Entre les différents pays, la corrélation entre richesse et sentiment d'être heureux suggère que la croissance économique a des rendements décroissants en termes de bien-être (voir graphique 2).

(6) Easterlin R. A. (1974), « Does Economic Growth Improve the Human a Lot? », in David P. A. et Reeder M. W., *Nations and Households in Economic Growth : Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press. Sur la période récente, ce paradoxe a notamment été contesté par Wolfers J. et Stevenson B. (2008), « Economic Growth and Subjective Well-Being, Reassessing the Easterlin Paradox », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 39, n° 1. Easterlin a publié en 2010 des données réaffirmant son paradoxe : Easterlin R. A., McVey L.A., Switek M., Sawangfa O., Zweig J.S. (2010), « The Happiness-Income Paradox revisited », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 37, n° 52.

(7) Il existe également des indicateurs objectifs de bien-être. Celui publié par l'OCDE depuis 2011 (*better life index*) agrège des dimensions objectives et subjectives. Mis en place selon les recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009), cet indicateur prend en compte de multiples aspects de la vie personnelle (état de santé, équilibre vie personnelle-vie professionnelle, qualité de l'environnement, logement, revenus, patrimoine, bien-être subjectif...). La critique principale adressée à cet indicateur est qu'il ne tient pas compte des dimensions collectives du bien-être (qualité des services publics, degré de corruption, etc.).

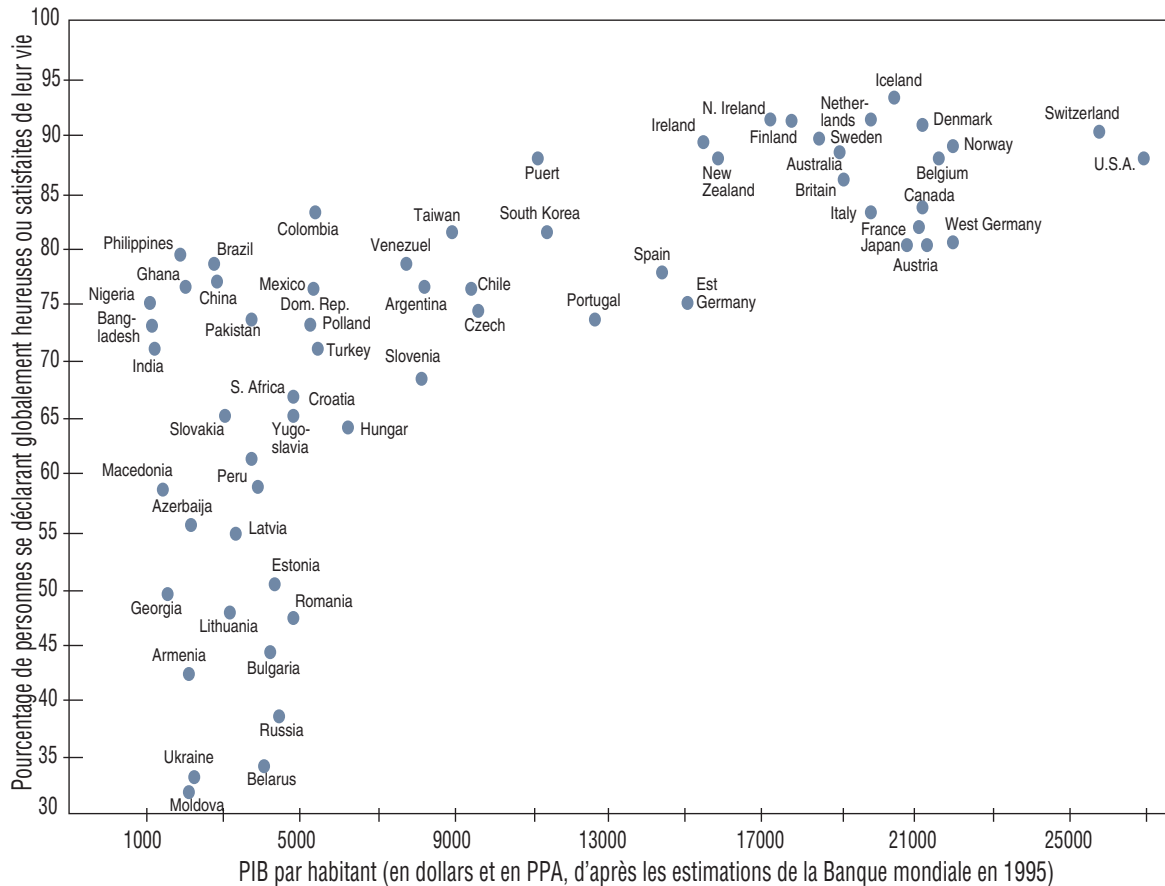
(8) Easterlin constatait notamment que si le revenu réel par habitant aux États-Unis avait augmenté de plus de 60 % entre 1946 et 1970, la part d'Américains s'estimant très heureux n'avait pas progressé dans les mêmes proportions.

À ces constats empiriques fait écho une analyse pessimiste de la croissance des trente dernières années dans les pays riches. Malgré une croissance relativement régulière, l'amélioration des conditions de vie serait décevante : chômage de masse persistant dans de nombreuses économies, hausse quasi généralisée des inégalités, dégradation de certains services publics, recul dans certains pays de la protection sociale et des droits des salariés, augmentation de la précarité et du stress au travail, sentiment de déclassement des classes moyennes, dégradation de l'environnement et de l'alimentation, progression de certaines maladies, harcèlement publicitaire... La poursuite de la croissance économique apparaîtrait alors d'autant plus absurde qu'elle n'est plus, dans les pays riches, une dynamique spontanée mais une dynamique qu'on travaille sans cesse à soutenir et à relancer, notamment par des politiques monétaires expansionnistes favorisant les bulles d'endettement. Cette réflexion s'est étouffée dans le contexte de la Grande Récession, qui a fait apparaître de façon brutale les déséquilibres de la croissance des années 1990-2000.

Une grande part de ces analyses convergent autour de la critique de l'inutile et du superflu : dans les économies les plus riches, la satisfaction des besoins arriverait à saturation et les problèmes de pauvreté relèveraient avant tout d'un problème de répartition. La croissance ne serait obtenue qu'au prix de bulles financières et de la création artificielle du besoin de consommer, ce que tendrait à accréditer la part croissante des dépenses de publicité, communication et marketing dans le prix des biens et services. Un parallèle peut également être établi avec la critique de David Graeber sur les « *bullshit jobs* »⁽⁹⁾, dénonçant l'essor d'emplois inutiles et vides de sens pour les travailleurs : au niveau macroéconomique, une partie de plus en plus conséquente du travail est consacrée non pas à la production matérielle de biens et services mais à l'organisation de cette production (management, conseil, services financiers, etc.) et aux techniques de vente (marketing, publicité).

(9) Graeber D. (2013), « On the Phenomenon of Bullshit Jobs », *Strike! Magazine*, 19 août.

Graphique 2. PIB par habitant et bien-être subjectif dans le monde (1995)



Source : Worldwatch Institute, State of the world 2008, chapitre 4, figure 4.2., d'après Inglehart R. et Klingemann H.-D. (2000), Genes, Culture and Happiness, Boston, MIT Press.

Indicateurs alternatifs, partage du travail et des richesses

Ces constats débouchent sur la nécessité de développer des indicateurs alternatifs de croissance. La croissance n'est pas intrinsèquement remise en question, pas plus que la notion de progrès. C'est l'élément qui doit croître qu'il faut reconsidérer, ce qui implique au niveau politique d'entamer une réflexion collective sur les activités et les emplois socialement utiles et au niveau technique de s'éloigner du mode de valorisation de la production par le marché véhiculé par le PIB. Tim Jackson (2009), dans son rapport au gouvernement britannique, *Prosperité sans croissance*, propose ainsi une approche de la prospérité fondée sur

les « capacités » des individus, dans le sillage des travaux d'Amartya Sen. L'ouvrage fournit par ailleurs de nombreux éléments de réflexion sur la manière dont pourrait être organisé un système économique viable, faisant progresser le bien-être collectif sans croissance du PIB par habitant. On peut rattacher à ce halo de la décroissance l'économiste Jean Gadrey, avec sa réflexion sur les nouveaux indicateurs de richesse et sur la transition vers une société post-croissance, ainsi que certaines personnalités favorables au revenu universel. Dans sa version généreuse, le revenu universel peut en effet être considéré comme une mesure permettant de s'éloigner de la valorisation purement marchande de la production.

Deux questions fondamentales se retrouvent dans les réflexions autour d'une prospérité sans croissance : la réduction des inégalités et le partage du travail. Une partie de l'importance accordée à la croissance économique réside en effet dans son rôle de pacificateur des relations sociales. Lorsque la richesse par habitant augmente, les classes sociales défavorisées peuvent espérer améliorer leur situation et accéder un jour aux standards de consommation de référence, que ce soit par une mobilité intra ou intergénérationnelle. Une société sans croissance n'est donc viable qu'avec un faible degré d'inégalités, une égalité des chances et une certaine fluidité sociale. Le partage du travail constitue pour les mêmes raisons un élément-clé – il est en quelque sorte le « miroir » du partage des revenus. La transition écologique et sociale peut toutefois créer de nombreux emplois. Jean Gadrey (2011) défend l'idée d'une société post-croissance permettant de répondre au problème du chômage de masse par le développement massif d'emplois destinés à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Ces nouveaux emplois ne seraient pas uniquement créés par la technologie verte mais résulteraient aussi de l'amélioration de la qualité sociale et écologique de la production⁽¹⁰⁾.



La décroissance, dans sa version forte ou faible, requiert des transformations profondes des systèmes économiques tout comme des mentalités et si les questions soulevées sont pertinentes, les réponses ne sont pas encore pleinement satisfaisantes : comment juger de ce qui est utile et de ce qui est superflu ? Faut-il imaginer un système de valorisation des activités et des produits alternatif au marché et à l'État ? Influencer sur les représentations et les valeurs afin de modifier les préférences des agents ? Dans un contexte d'économie mondialisée, les idées des décroissants et de tout le halo qui s'est développé autour peuvent paraître complètement irréalistes, notamment si on les juge à l'aune de l'opérationnalité à court terme. On peut en revanche apprécier leur contribution à la réflexion sur les changements de moyen et long termes de notre société. Les politiques de développement durable ou de croissance verte n'ont pour

(10) Le remplacement d'une agriculture productiviste par une agriculture biologique en est un exemple.

l'instant pas permis de relever les défis environnementaux et aucun élément rationnel ne permet d'affirmer qu'elles le feront dans les décennies à venir, si bien que la poursuite de la croissance telle que nous la considérons aujourd'hui – celle du PIB/habitant – peut sembler plus irréaliste que sa fin. Dans ce contexte, toute réflexion sur la décroissance est à considérer avec sérieux. Les postures les plus radicales des décroissants – leur rejet de toute forme de développement et leur critique de la modernité – ne constituent pas des arguments solides pour refuser de réfléchir rationnellement à un système économique sans croissance, ne serait-ce que pour anticiper des changements qui pourraient s'imposer de façon brutale.

BIBLIOGRAPHIE

- **D'Alisa G., Demario F. et Kallis G.** (2015), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin.
- **Harribey J.-M.** (2007), « Les théories de la décroissance. Enjeux et limites », *Cahiers français* n° 337, Paris, La Documentation française.
- **Jackson T.** (2009), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck (trad. française 2010).
- **Biagini C., Murray D. et Thiesset P.** (coord.) (2017), *Aux origines de la décroissance. Cinquante penseurs*, L'échappée/Le pas de côté/Ecosociété.
- **Latouche S.** (2006), *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
- **Clerc D.** (2004), « De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou », *L'économie politique* n° 22.
- **Latouche S.** (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.
- **Gadrey J.** (2011), *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Alternatives économiques/Les petits matins.
- **Vivien F.-D.** (2004), « Un panorama des propositions économiques en matière de soutenabilité », *Vertigo*, vol. 5, n° 2.

« DÉCROISSANCE », UN TERME MAL CHOISI ?

D'abord employé de façon isolée, le terme « décroissance » est popularisé en 1979 quand paraît un recueil d'articles de Nicholas Georgescu-Roegen sous le titre « Demain la décroissance ». Le choix de traduire « *descent* » par « décroissance » fera l'objet de plusieurs controverses dans les décennies suivantes.

En effet, la décroissance, ce n'est pas décroître au sens propre : pour Serge Latouche (2006), vouloir absolument décroître serait tout aussi absurde que de vouloir absolument croître. Il s'agit de changer de modèle de société, d'abandonner l'impératif de la croissance, non de le remplacer par l'impératif opposé. Ainsi, Jean Gadrey⁽¹⁾ considère-t-il le mot comme particulièrement mal choisi dans la mesure où il dit autre chose que ce qu'il signifie, et dénonce un terme accessible aux seuls initiés : « Pour le commun des mortels, décroître c'est le contraire de croître et il est vraiment très difficile de comprendre que la décroissance n'est pas la croissance négative. Bien entendu, quand on lit Latouche, Ariès ou Cheynet, on voit bien que ce qu'ils veulent dire concerne une critique radicale de la religion de la croissance, à laquelle j'adhère. On pourrait parler de post-croissance, ou d'anti-croissance, comme il y a l'anti-pub. Mais choisir un mot slogan qui exige ces lectures pour comprendre qu'il veut dire autre chose que ce qu'il dit, c'est une sérieuse limite à la popularisation des idées ! N'est-ce pas un peu une démarche intellectuelle d'un collectif d'avant-garde doté d'un signe de reconnaissance clair pour ses membres et pas pour les autres ? ». Dans *Le Monde diplomatique*, Serge Latouche suggère de parler plutôt d'a-croissance : « Pour parler de façon rigoureuse, il faudrait sans doute utiliser le terme "a-croissance", comme on parle d'athéisme⁽²⁾. L'enjeu est d'ailleurs très exactement celui-ci : l'abandon d'une foi et d'une religion, celle du progrès et du développement ».

Jean Gadrey (2009) note toutefois que le choix du terme « décroissance » ne relève pas uniquement de la maladresse et observe une certaine ambiguïté dans les propos des décroissants. La réduction de la consommation par tête et le retour à un PIB/habitant à des niveaux de référence sont parfois évoqués clairement : « Dans le *Petit traité de la décroissance sereine* de Serge Latouche [...], il est par exemple écrit (p. 90) que le retour à une empreinte écologique soutenable en France pourrait se faire, entre autres mesures, par une réduction du volume de la consommation finale (« réduction de moins de 50 % ») ».

Olivia Montel

(1) Gadrey J. (2009), « La décroissance : idées fortes, terme ambigu », *Blog d'alternatives économiques*, 8 octobre.

(2) *Le Monde diplomatique* (2016), *Manuel d'économie critique, Manière de voir*.